



Mine à ciel ouvert à Jaenschwalde, Allemagne. Photo : Christian Mang/Greenpeace.

## ALIMENTATION, ÉNERGIES FOSSILES ET FINANCEMENTS INDECENTS

Le changement climatique aggrave d'ores et déjà la faim au sein de certaines populations, et ce en grand partie en raison du recours massif aux énergies fossiles, qui représente la source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Sur la base des tendances actuelles, la température de la planète augmentera de 4 à 6°C d'ici à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, et de plus de 2°C durant la vie de la plupart des lecteurs du présent rapport. Cela engendrera des souffrances indicibles pour les populations humaines et exacerbera la pauvreté et la faim. Malgré quelques initiatives positives en matière de lutte contre le changement climatique, un « triangle toxique » d'inertie politique, de court-termisme financier et d'action des groupes d'intérêts des énergies fossiles entrave la transition si nécessaire. Pour aider à débloquer la situation, les gouvernements doivent s'engager à éliminer progressivement les émissions liées aux énergies fossiles pour la deuxième moitié du siècle, et c'est aux pays riches qu'il incombe d'ouvrir la voie.

# RÉSUMÉ

Le monde produit suffisamment de nourriture pour l'ensemble de ses habitants. Or, tous les jours, plus de 800 millions de personnes se couchent le ventre vide. Le changement climatique va encore aggraver ce scandale.

Les énergies fossiles constituent le moteur le plus puissant du changement climatique ; pour que le monde ne dépasse le dangereux seuil des 2°C de réchauffement, jusqu'à 80 % des réserves connues de combustibles fossiles ne doivent pas être exploitées<sup>1</sup>. Si on ne procède pas à une transformation sans précédent de l'utilisation des énergies fossiles à l'échelle mondiale, le monde risque fortement de subir une hausse de la température globale de 4 à 6 degrés avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire de dépasser les « scénarios les plus pessimistes » décrits par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>2</sup>. Cela pourrait faire courir le risque de graves pénuries alimentaires et d'eau d'ici au milieu du siècle pour 400 millions de personnes vivant dans certains des pays les plus pauvres de la planète,<sup>3</sup> et faire augmenter de 25 millions le nombre d'enfants souffrant de malnutrition – soit l'équivalent de la totalité des enfants de moins de cinq ans des États-Unis et du Canada<sup>4</sup>. Les risques économiques et commerciaux sont par ailleurs importants, les impacts du changement climatique – détérioration des biens, limitation de la production agricole et réduction de la productivité de la main-d'œuvre – commençant à se faire sentir aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Unilever a déclaré perdre 300 millions d'euros (415 millions de dollars US) par an à cause de phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et les vagues de froid<sup>5</sup>. La demande constante d'énergies fossiles aura par ailleurs un impact grandissant – et coûteux – sur la santé et les communautés locales.

Une transition rapide vers des économies sobres en carbone s'impose donc de manière urgente à l'échelle mondiale pour éviter ces conséquences catastrophiques. Les gouvernements du monde entier commencent à se rendre compte de cette situation – le président Obama a récemment annoncé de nouvelles règles pour la réduction des émissions des centrales électriques de 30 % d'ici à 2030 ; l'Union européenne négocie actuellement un « paquet énergie-climat » doté de nouveaux objectifs sur la réduction des émissions d'ici à 2030 ; la Chine a quant à elle récemment indiqué son intention d'imposer des « plafonds carbone en valeur absolue » après 2016. Ces initiatives vont dans le bon sens, mais elles restent très insuffisantes par rapport aux besoins réels – en particulier de la part des pays riches et historiquement les plus émetteurs, qui sont les plus en mesure d'agir et doivent faire preuve d'une ambition bien plus grande s'ils veulent que les pays en développement leur emboîtent le pas<sup>6</sup>. Les initiatives récentes d'importants émetteurs historiques tels que le Canada, la Russie, le Japon et l'Australie, qui reviennent sur leurs précédents engagements et se tournent à nouveau vers les énergies fossiles les plus polluantes et les plus risquées – du charbon aux sables bitumineux en passant par la fracturation hydraulique – envoient des signaux absolument négatifs au reste du monde. Si les pays en développement les plus émetteurs ne peuvent pas être considérés de la même manière que les pays riches, le développement à long terme à forte intensité en carbone est toutefois incompatible avec le maintien du

*Sans une transformation de l'utilisation des énergies fossiles à l'échelle mondiale, le monde risque fortement de subir une hausse de sa température de 4 à 6 degrés avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, autrement dit de dépasser les « scénarios les plus pessimistes » décrits par le GIEC.*

*Unilever a déclaré perdre 300 millions d'euros (415 millions de dollars US) par an à cause de phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations et les vagues de froid.*

réchauffement global en dessous de 2°C et risque d'enfermer ces pays dans une situation de dépendance excessive envers les énergies fossiles.

En l'absence d'une solide législation sur le climat, les financements continuent d'affluer vers le secteur des énergies fossiles. Au rythme actuel des dépenses d'investissement, plus de 6 000 milliards de dollars US seront consacrés dans les dix prochaines années au développement des énergies fossiles<sup>7</sup>. Les sociétés exploitant les énergies fossiles ont consacré 674 milliards de dollars à des projets d'exploration et de développement pour la seule année 2012<sup>8</sup>. Ces financements privés sont facilités par des financements publics, des mesures d'incitation et des allègements fiscaux – on estime ainsi qu'un total de 1 900 milliards de dollars US de subventions vient alimenter le secteur des énergies fossiles chaque année, ce montant comprenant les coûts engendrés par les immenses dégâts provoqués par le secteur<sup>9</sup>. Dans ce contexte, le secteur des énergies fossiles a beaucoup à perdre de réglementations climatiques ambitieuses et dépense donc des millions de dollars pour faire pression et ainsi préserver ses résultats financiers. Les industries des énergies fossiles ont consacré, selon les estimations, 213 millions de dollars pour faire pression sur les décideurs des États-Unis et de l'Union européenne en 2013, soit bien plus d'un demi-million de dollars par jour et un total de 4 millions de dollars par semaine. Aux États-Unis, la facture annuelle pour les activités de lobbying menées par les groupes d'intérêts des énergies fossiles s'élève, selon les estimations, à 160 millions de dollars – soit l'équivalent de la somme nécessaire, selon les estimations du gouvernement népalais, aux actions d'adaptation au changement climatique. Ces actions cruciales ne sont pourtant pas financées pour l'instant.

La nécessaire transition est ainsi entravée par un « triangle toxique » d'inertie politique, de court-termisme financier et d'action des groupes d'intérêts des énergies fossiles. Le manque d'ambition des gouvernements pour réduire les énergies fossiles entraîne la poursuite des investissements dans le secteur par les acteurs financiers internationaux. Ces derniers considèrent en effet que les énergies fossiles ne vont pas disparaître, en plein accord avec la rhétorique avancée par le secteur lui-même. Un avenir sobre en carbone est pourtant à la fois souhaitable et possible, dans l'hémisphère Nord comme dans l'hémisphère Sud, puisque le coût des technologies bas carbone durables baisse rapidement, au point de concurrencer les énergies polluantes. Les énergies renouvelables durables et décentralisées peuvent par ailleurs permettre un accès plus pratique et moins coûteux aux communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. Les gouvernements pourraient faire pencher la balance en faveur d'un avenir sobre en carbone et envoyer les bons signaux pour libérer les financements nécessaires à cette transition en s'engageant à éliminer progressivement les émissions liées aux énergies fossiles d'ici la deuxième moitié du siècle.

Les pays riches peuvent et doivent agir les premiers et le plus rapidement afin d'assurer la transition immédiate de leurs économies pour l'abandon des énergies fossiles, et ce en raison de leur responsabilité historique face au changement climatique et de leur plus grande capacité d'action. Cette transition, accompagnée le cas échéant de financements internationaux pour le climat, contribuera à générer l'ambition nécessaire de la part des pays en développement les plus riches qui affichent des émissions en croissance rapide, qui investissent beaucoup dans les énergies fossiles actuellement, et qui devront également dans les dix prochaines années se diriger de manière concertée dans

*Au rythme actuel des dépenses d'investissement, plus de 6 000 milliards de dollars US seront consacrés au développement des énergies fossiles dans les dix prochaines années. En 2012, les sociétés exploitant les énergies fossiles ont consacré 674 milliards de dollars à des projets d'exploration et de développement.*

*160 millions de dollars : tel est le montant de la facture annuelle des activités de lobbying menées par les groupes d'intérêts des énergies fossiles aux États-Unis – autant que la somme nécessaire, selon les estimations du gouvernement népalais, pour mener des actions cruciales d'adaptation au changement climatique.*

des trajectoires bas carbone afin de maintenir le réchauffement global en dessous de 2°C. Le développement de leurs économies nourrira une capacité croissante à investir, sur la base des initiatives déjà prises dans ce sens.

Les pays en développement les plus pauvres – dont la contribution au changement climatique est souvent négligeable et dont la capacité de transition est plus réduite – avanceront inévitablement plus lentement, notamment parce que les énergies fossiles peuvent jouer un rôle important dans la satisfaction des besoins sociaux et économiques immédiats. Dans la mesure du possible, ces pays devraient également commencer à profiter des solutions bas carbone existantes – et dont les bénéfices dépassent dans certains cas ceux des énergies fossiles. Les pays riches doivent en cela les soutenir à travers des financements publics.

# NOTES

Sauf indication contraire, la dernière consultation des liens suivants a eu lieu en juillet 2014.

- 1 Carbon Tracker Initiative et The Grantham Research Institute, LSE (2013) « Unburnable Carbon: Wasted capital and stranded assets », <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2014/02/PB-unburnable-carbon-2013-wasted-capital-stranded-assets.pdf>
- 2 K. Anderson et D. Calverley (2014) « Avoiding dangerous climate change: choosing the science of the possible over the politics of the impossible », rapport non publié commandé par Oxfam et entrepris par des chercheurs du Tyndall Centre.  
L'analyse se base en grande partie sur les résultats de recherches figurant dans : K. Anderson et A. Bows (2011) « Beyond dangerous climate change: emission pathways for a new world », *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 369, 20–44, DOI:10.1098/rsta.2010.0290.
- 3 M. New et al. (2011) 'Migration and Global Environmental Change: The possible impacts of high levels of climate change in 2060 and implications for migration', Bureau gouvernemental pour la science du Royaume-Uni, <http://kevinanderson.info/blog/wp-content/uploads/2013/02/Impact-high-levels-climate-change-2060-for-migration2.pdf>
- 4 G.C. Nelson, M.W. Rosegrant, J. Koo, R. Robertson, T. Sulser, T. Zhu, C. Ringler, S. Msangi, A. Palazzo, M. Batka, M. Magalhaes, R. Valmonte-Santos, M. Ewing and D. Lee (2009) 'Climate Change: Impact on Agriculture and Costs of Adaptation', Washington DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21.pdf>; data for under-five populations of USA and Canada from UNICEF's statistical tables, [http://www.unicef.org/statistics/index\\_24183.html](http://www.unicef.org/statistics/index_24183.html)
- 5 S. Yeo (2014) 'Climate action is "only way" to grow economy – Unilever CEO', Responding to Climate Change, 14 April 2014, <http://www.rtcc.org/2014/04/08/climate-action-is-only-way-to-grow-economy-unilever-ceo/>
- 6 Par « pays riches », pour les besoins du présent document, on entend les pays visés à l'Annexe 1 tels que recensés par la Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique [http://unfccc.int/parties\\_and\\_observers/parties/annex\\_i/items/2774.php](http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/annex_i/items/2774.php)
- 7 J. Leaton (2013) « Unburnable Carbon 2013: Wasted Capital and Stranded Assets, p. 5, <http://carbontracker.live.kiln.it/Unburnable-Carbon-2-Web-Version.pdf>
- 8 Carbon Tracker Initiative et The Grantham Research Institute, LSE, op. cit.
- 9 Fonds monétaire international (FMI) (2013) « Energy Subsidy Reform: Lessons and Implications », <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2013/012813.pdf>



© Oxfam International Octobre 2014

Ce document a été rédigé par Hannah Stoddart, avec Lydia Prieg. Oxfam remercie, Kiri Hanks, Andrey Rakhmanov, et Sasanka Thilakisiri pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-748-1 en octobre 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)